

Entreprises**Cinq ans après la chute du royaume de Jean Mantelet**

AVEC la fin de Moulinex, en 2001, l'industrie normande a perdu 3 500 emplois. Cinq ans après, le plan social a bénéficié à 1 375 ex-Moulinex. Les mesures d'âge ont concerné 245 personnes et près de 1 130 s'inscrivent dans un dispositif amiante exceptionnel, le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) leur versera jusqu'à 60 ans une indemnité égale à 65 % du salaire brut des douze derniers meilleurs mois. Le volet reconversion du plan a touché 1 438 salariés. Moulinex employait aux deux tiers des femmes recrutées jeunes et peu qualifiées. Selon la préfecture de région, 97 % des salariés avaient été reclassés en juillet. Des chiffres contestés par les syndicats : certains ont à nouveau été licenciés, ceux qui ont créé une entreprise auraient dans bien des cas déposé le bilan. Il reste un groupe d'environ 200 personnes naviguant entre précarité et pauvreté. Quant aux quatre usines d'Alençon (Orne), Bayeux, Cormelles-le-Royal et Falaise (Calvados), elles ont été fermées. Dotée de 120 millions d'euros, la Mission de revitalisation économique (Mire), avait pour objectif de créer 3 500 emplois en Basse-Normandie. Selon la préfecture de région, 5 855 décisions de créations d'emploi avaient été enregistrées en juillet, dont 2 609 avaient effectivement été créés. Dans le Calvados, le conseil général a acheté les trois usines et confié leur aménagement à une société mixte. À Cormelles-le-Royal, qui comptait 1 500 salariés, le centre logistique Letna (240 employés) occupe l'ancienne usine de micro-ondes. D'autres PME se sont installées : au total, 500 emplois mais qui ne bénéficient peu aux ex-Moulinex. Alençon tourne la page. À Bayeux, le groupe Frial-Esnée (agroalimentaire et matériel hospitalier) a repris l'usine de friteuses en y ajoutant un entrepôt frigorifique de 13 000 palettes. À Por, qui compte 70 salariés, on se donne pour objectif de plancher sur les aliments de demain. L'usine d'aspirateurs de Falaise a été divisée en deux. Un mur d'aggloméré sépare MF Comesop, où 40 employés conditionnent des produits cosmétiques, de Soffaplast, entreprise de plasturgie de 25 personnes. Enfin, Alençon, siège historique de Moulinex, a choisi de tourner la page : quatre des six hectares de bâtiments ont été rasés. Mais les maisons du directeur et du contremaître ont été conservées ainsi qu'un hangar baptisé « la Cathédrale ». Trois entreprises d'emboutissage et d'injection plastique emploient une centaine de personnes, dont 90 % d'ex-Moulinex. De l'autre côté de l'avenue Jean-Mantelet, fondateur de Moulinex, SEB a conservé huit hectares pour son service après-vente. Pour le reste, il est prévu sur neuf hectares, un ensemble de 300 logements, des hôtels, des activités de services, et six ateliers. Quant aux emplois perdus (un millier), ils sont en passe d'être retrouvés à travers l'opération Phénix, lancée en 2003 par le président de la communauté urbaine d'Alençon, le sénateur UMP, Alain Lambert.